



Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 406 du 16 novembre 2025

Au sommaire :

- **Après le vote de la suspension de la réforme des retraites, le PS et la macronie poursuivent leur effondrement qui ouvre les portes du pouvoir au RN** - *Galia Trépère*
- **COP30, Shein, guerre commerciale et protectionnisme, le capitalisme travaille à sa propre perte, l'urgence d'un nouvel ordre économique mondial planifié** - *Yvan Lemaitre*

Après le vote de la suspension de la réforme des retraites, le PS et la macronie poursuivent leur effondrement qui ouvre les portes du pouvoir au RN

Tandis que les 11 et 13 novembre, les chefs de l'État, du gouvernement, des partis institutionnels nous invitaient au recueillement dans l'union nationale, à l'Assemblée se discutait le budget 2026 destiné à satisfaire l'avidité du grand patronat et sur lequel les députés et les partis, tout à leurs ambitions politiciennes, se déchiraient au nom... de la nation, c'est-à-dire des intérêts du capital et les leurs.

Honorer la mémoire des millions de victimes de la Première guerre mondiale, terrible boucherie impérialiste, ou les 132 morts et plus de 500 blessés des monstrueux attentats du 13 novembre 2015, ne nous fait pas oublier que les premiers responsables de ces tragédies sont les classes dirigeantes, possédantes de ce pays, la défense de leur empire colonial contre leurs rivales européennes en 1914, la défense de leurs intérêts de puissance impérialiste décadente dans les dernières décennies au cours desquelles elles ont participé aux guerres qui ont mis à feu et à sang l'Afghanistan, les pays du Moyen-Orient, détruit des États, Irak, Libye de la décomposition desquels sont nés Al Qaida puis l'État islamique. Leurs guerres aux côtés des USA pour dominer les peuples ont enfanté le terrorisme qui leur a servi de justification ensuite.

Cela ne nous fait pas oublier non plus que Hollande d'abord puis Macron ont mené au nom de la lutte anti-terroriste une politique répressive, xénophobe et islamophobe, menant une campagne raciste faisant l'amalgame entre islam et terrorisme islamiste, accréditant les discours tant des intégristes islamistes que de l'extrême droite. L'état d'urgence proclamé alors par Hollande -un arsenal de mesures d'exception mis en place pendant la guerre d'Algérie, puis pendant les émeutes de 2005 par Sarkozy- a été reconduit ensuite jusqu'en novembre 2017. Ses principales dispositions -assignations à résidence,

perquisitions administratives et périmètre de sécurité- ont été utilisées dès décembre 2015 contre des militants écologistes lors de la COP 21, puis, entrées dans la loi sous d'autres dénominations à partir de la fin d'octobre 2017, elles ont servi contre les Gilets Jaunes et servent depuis régulièrement contre les militant-es et manifestant-es du mouvement social.

Et, aujourd'hui, ils dévoient l'émotion au service de la même campagne raciste et xénophobe et au nom des intérêts de la nation, nation qui est le masque des intérêts des classes dominantes et des rivalités d'ambitions de la caste parlementaire, de leurs privilèges. Ils invoquent la nation pour imposer au monde du travail leur politique réactionnaire, nationaliste, militariste qui prépare de nouvelles guerres.

Au nom de la Nation, un budget d'austérité contre les travailleur-es pour continuer le transfert de l'argent public vers le capital

Cette politique nationaliste et xénophobe est allée de pair avec la régression sociale entraînée par la mise en œuvre par Hollande puis Macron de leur « *politique de l'offre* », une politique à tout-va de subventions de l'État aux groupes capitalistes dont la réussite devait, nous disaient-ils, ruisseler en retour sur l'ensemble de la société.

Le seul « *ruissellement* » a été celui de l'argent public -au moins 211 milliards par an- vers les groupes capitalistes et les grandes fortunes qui a alimenté une dette publique supérieure au PIB du pays, 3350 milliards d'euros aujourd'hui. Les fortunes cumulées des milliardaires français qui égalaient 6 % du PIB en 1995, en représentent maintenant 40 %. Et c'est au nom de la prétendue nécessité de réduire cette dette et d'augmenter les

dépenses militaires qu'il s'agirait maintenant d'accepter les violentes attaques contre les travailleur-es, les pauvres et les services publics que contiennent les budgets en discussion à l'Assemblée.

Les budgets de l'État et de la Sécu présentés par Lecornu sont aussi criminels que ceux qui avaient été présentés avant leur chute par les gouvernements Barnier, puis Bayrou.

Le PS sauve la mise à Lecornu... et entérine retraite à 64 ans et budget de la Sécu

Mais il n'est pas question aujourd'hui pour le PS de faire tomber le gouvernement Lecornu. Mercredi dernier à l'Assemblée, la veille des commémorations du 13, était votée par 255 voix contre 146 la suspension de la réforme des retraites en échange de laquelle le PS s'était engagé à ne pas voter la censure. Les députés du PS et la plupart des écologistes, ainsi que le Rassemblement national ont voté la suspension de la réforme tandis que les macronistes se sont en majorité abstenus. Les députés de LFI et du PC ont voté contre ainsi que, pour des raisons opposées, les proches d'Edouard Philippe.

Cette « suspension » ne fait que geler jusqu'au 1^{er} janvier 2028 l'allongement de l'âge de départ à la retraite et l'augmentation des trimestres cotisés nécessaires, elle vaut acceptation de la réforme elle-même et pour qu'elle soit mise en œuvre, il faut que l'ensemble du budget de la Sécu soit voté. Le PS avait d'ailleurs auparavant voté la partie recettes du budget, avant que cesse faute de temps la discussion de la partie dépenses et que l'ensemble du texte soit transmis au Sénat qui se chargera d'en éliminer tout ce qui pourrait égratigner les intérêts du patronat et des plus riches, dont bien sûr les amendements intégrés lors de son examen à l'Assemblée. Un vrai marché de dupes auquel le PS s'est livré, par crainte de la crise politique, de la chute du gouvernement et d'une nouvelle dissolution de l'Assemblée à l'issue de laquelle le RN, donné aujourd'hui à environ 35 % d'intentions de vote dans les sondages, pourrait remporter les élections législatives.

Ce faisant, après avoir mené sans relâche la guerre contre LFI, le PS finit de torpiller le Nouveau Front populaire tout en votant avec le RN, et il poursuit son propre effondrement en même temps que celui de la macronie ouvrant la voie à un gouvernement d'extrême droite ou d'une coalition des droites extrêmes. Car le patronat qui avait fabriqué Macron en 2017 et portait aux nues sa politique de destruction des droits sociaux et démocratiques, l'a lâché maintenant qu'il est isolé, au plus bas dans les sondages, incapable de maintenir l'ordre nécessaire à la bonne marche de l'exploitation. Certains grands patrons, et pas seulement Bolloré, ont opté pour un gouvernement d'extrême droite ou de droite extrême pour mener la guerre ouverte contre le monde du travail, les classes

populaires, les femmes et les jeunes, les migrants, au nom de la nation, nation du capital !

En réponse aux maquignonnages parlementaires, dans la suite du 10 septembre, une mobilisation sociale et politique pour un gouvernement des travailleur-es

La gauche parlementaire, LFI comprise, tente de prouver son utilité en menant à l'Assemblée une bataille d'amendements censée rendre le budget moins catastrophique pour les travailleur-es alors que le gouvernement a toutes sortes de moyens institutionnels pour faire adopter ce qu'il veut, même sans 49.3. C'est ainsi qu'il va instaurer par décret le doublement des franchises sur les actes médicaux, les médicaments et les transports sanitaires, et doubler également leur plafond. Il a la possibilité, aussi, de faire adopter le budget par ordonnances dès lors qu'il aura été discuté depuis au moins 50 jours de la même façon qu'il a pu transmettre au Sénat le budget que n'avaient pas fini d'examiner les députés après 20 jours de débat. Et d'ores et déjà, Lecornu parle de présenter un projet de loi en décembre visant à mettre en place une Allocation unique de solidarité afin de mieux contrôler celles et ceux qui perçoivent RSA, primes d'activité, allocations logement...

Les directions syndicales participent elles aussi de ce jeu de dupes. La CFDT a engagé les députés à voter pour la « suspension » dans le même temps où elle s'apprête à participer à une conférence sur le travail et la retraite dont la première réunion sur le fond devrait avoir lieu -sans le Medef- à la fin novembre. Quant à la CGT, elle s'est aussi adressée aux députés, en les appelant à « *modifier la copie* » avant de voter pour obtenir « *un blocage de la réforme pour toutes les générations* ». Un vœu pieux qui décrédibilise son appel à la grève du 2 décembre, aux côtés de la FSU et de Solidaires.

Il n'est pas possible de « bloquer » la politique réactionnaire des multinationales et de leurs fondés de pouvoir gouvernementaux par des manœuvres institutionnelles alors que ces institutions, l'État lui-même sont construits et perfectionnés depuis des décennies par les classes dirigeantes pour mettre à l'abri de la colère de la population leurs affaires et leurs privilèges. C'est seulement en s'organisant à la base, de manière démocratique, comme l'avait commencé l'appel à bloquer le pays le 10 septembre, que peut se créer une dynamique de mobilisation véritable. Et tout montre que face à Macron aujourd'hui, des gouvernements encore plus réactionnaires demain, il n'y a pas d'autre issue qu'une mobilisation générale, initiée, contrôlée, dirigée par les travailleur-es eux/elles-mêmes, organisés sur les lieux de travail et les quartiers pour un gouvernement des travailleur-es.

Galia Trépère

COP30, Shein, guerre commerciale et protectionnisme, le capitalisme travaille à sa propre perte, l'urgence d'un nouvel ordre économique mondial planifié

Dès l'ouverture de la COP30, la conférence sur le climat de l'ONU qui se déroule à Belém, au Brésil, aux portes de l'Amazonie, ravagée par la surchauffe planétaire et la déforestation, ville choisie par Lula dans l'intention de faire de cette conférence « *la meilleure COP en termes de participation indigène* », des affrontements ont eu lieu entre les services de sécurité et des communautés indigènes et de descendants d'esclaves qui manifestaient pour leurs droits, le climat et la santé contre les multinationales. Samedi, ils étaient des milliers dans les rues de Belém. Tout un symbole du décalage entre les discours et les actes qui ruine les prétentions affichées par Lula pour cette trentième conférence internationale pour le climat, la dixième après l'accord de Paris. Deux semaines auparavant, le 20 octobre, le Brésil, huitième producteur mondial de pétrole, avait donné à son géant énergétique national Petrobras un permis de forer en mer, à l'embouchure de l'Amazonie alors que Lula se targue d'être un leader en matière environnementale ! Plus de 1600 lobbyistes représentant le secteur des énergies fossiles sont présents à Belém.

Cette COP confirme l'échec de ce qui est une foire commerciale où les multinationales vendent leurs services et signent des contrats financiers, l'écologie n'échappe pas à la financiarisation du monde !

Macron, soucieux d'entretenir sa renommée de visionnaire du progrès a fustigé les « *prophètes de désordre* » pour appeler à « *convoquer de nouveau l'esprit qui a présidé à l'adoption de l'Accord de Paris* » oubliant que se trouvaient dans la délégation française le lobby du CAC40 avec Pouyanné, PDG de TotalEnergies, ainsi que des dirigeants d'Engie, EDF ou encore Vinci venus faire des affaires...

Le discours d'ouverture d'António Guterres, secrétaire général des Nations unies, illustre cette vanité des phrases creuses en faisant le constat de l'échec à limiter le réchauffement climatique à 1,5°C, « *ce n'est plus le moment de négocier [...] chaque fraction de degré signifie plus de faim, de déplacements et de pertes, surtout pour ceux qui en sont le moins responsables* ».

Selon les dernières évaluations du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) publiées le 4 novembre, « *les projections de réchauffement planétaire au cours de ce siècle, fondées sur la mise en œuvre intégrale des Contributions déterminées au niveau national (CDN), sont désormais de 2,3 à 2,5°C* ». L'année 2024 a été la plus chaude jamais enregistrée et la première à franchir le seuil de 1,5°C de réchauffement et le réchauffement des mers continue, élément moteur de la hausse de la température de la planète.

L'aveu d'un échec depuis la première COP, trente ans que les scientifiques alertent et proposent, trente ans que les gouvernants donnent le change sans agir, aussi impuissants face au réchauffement climatique qu'ils le sont face à l'ensemble des drames et menaces auxquels l'humanité doit faire face. Et cela pour les mêmes raisons, leur soumission à la fuite en avant du capitalisme qui engendre une régression généralisée.

Les réponses à la crise climatique supposeraient une volonté politique, une coopération internationale qui soumettent les États comme le capital aux intérêts collectifs, à l'avenir de la planète et de l'humanité. Or ce sont les intérêts privés d'une minorité qui gouvernent le monde, s'imposent aux États et engendrent un désordre géopolitique avivé par les conflits armés et l'exacerbation de la concurrence mondialisée. Au point que certains ne cherchent même plus à donner le change sous la pression des USA. Trump clamait le 29 octobre avoir gagné « *la guerre contre le canular du changement climatique* », guerre contre la science et le progrès, la démocratie au nom de l'obscurantisme de la religion du profit et de la concurrence, né de la soif de pouvoir et de domination des prédateurs capitalistes et de leur peur des travailleur-es et des peuples.

Le réchauffement climatique vers la catastrophe annoncée

Au même moment, l'ouragan Melissa, d'une force jamais mesurée jusqu'alors, se déchaînait sur les îles des Caraïbes, provoquant des dizaines de morts en Jamaïque, à Haïti et Cuba et des destructions indescriptibles. De l'autre côté du monde, le centre du Vietnam affrontait des crues historiques, amenant là aussi le déplacement de dizaines de milliers d'habitants, des destructions massives et des morts.

Le rapport 2025 *Lancet Countdown on Health and Climate Change*, dirigé par l'University College London et produit en collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé, révèle que l'inaction climatique et la dépendance continue aux combustibles fossiles a un coût humain immense, avec des millions de vies perdues chaque année en raison de la chaleur, de la pollution atmosphérique, de la propagation des maladies et de l'aggravation de l'insécurité alimentaire. Cette intensification de l'ébullition climatique fait des ravages partout sur le globe, les mégafeux dès janvier en Californie, des inondations hivernales en Afrique du Sud, des canicules hors norme en Inde, des incendies monstres en France et sur la péninsule ibérique cet été ou des ouragans comme Melissa dans les Caraïbes...

Ce compte à rebours est celui qui conduit à la catastrophe de par les conséquences de la crise globale du capita-

lisme financiarisé mondialisé, exacerbation de la concurrence et tensions internationales qui dominent la COP 30. Son boycott par les USA, premier pays producteur de pétrole et de gaz au monde, qui ont annoncé leur retrait de l'accord de Paris pour janvier 2026 et confirmé le 1^{er} novembre qu'ils n'enverraient pas de « *représentants de haut niveau* » à Belém, en est le signe.

La planète est emportée dans une concurrence effrénée pour que les bourses et les spéculations financières puissent continuer leur folle ascension.

Si un temps les multinationales ont vu dans le capitalisme vert un moyen d'investir et de relancer les profits, la guerre économique les contraint à rentabiliser au maximum le pillage des ressources naturelles. La financiarisation de l'écologie se poursuit mais le court terme l'emporte, vive le charbon et le pétrole, « *Drill, baby, drill* », et les nouvelles technologies, le miracle de l'intelligence artificielle vont permettre de tout résoudre...

Xi Jinping répondait lors du plénum du PCC, en septembre, « *alors que certains pays agissent contre la transition, la communauté internationale doit rester engagée dans la bonne direction, inébranlable dans sa détermination, implacable dans ses actions. [...] La transition verte et décarbonée est la tendance de notre temps* ». La Chine reste cependant le pays le plus pollueur en carbone de par ses énormes ressources en charbon tout en ayant acquis une position dominante sur le marché des énergies solaires, une arme dans la concurrence mondiale...

La transition écologique est un mythe illusoire. Les investissements verts, même avec les soutiens des États, rapportent beaucoup moins que les investissements traditionnels et une vraie transition écologique signifierait une dépréciation globale considérable du capital. Le capital et les États sont condamnés à la fuite en avant dont Trump se fait le champion en cessant les faux semblants pour assumer la guerre économique, sociale, écologique que le capital mène contre toute l'humanité. Ils travaillent ainsi à leur propre perte. Il n'y a pas d'issue sans une réorganisation mondiale de la production pour en finir avec les gaspillages, la concurrence, le militarisme et les guerres.

Shein, absurdité capitaliste, concurrence pour les profits et démagogie nationaliste

Le scandale Shein qui alimente les polémiques hexagonales illustre la question. L'arrivée des produits de la plateforme d'ultra-fast-fashion depuis le 5 novembre au BHV parisien, et, prochainement, dans les Galeries Lafayette de différentes villes, a provoqué une vague de protestations. Les politiciens et les médias se sont déchaînés contre la plateforme chinoise de commerce en ligne et ont découvert qu'elle vendait des poupées sexuelles d'apparence infantile et des armes à feu.

Le gouvernement en profite pour déployer une campagne protectionniste et antichinoise hypocrite et sélective.

Les pratiques de Shein sont celles des plateformes capitalistes à l'image de la barbarie de cette société. Mais derrière l'indignation médiatique et politicienne, il y a la

concurrence chinoise que le patronat français cherche à endiguer. Depuis plusieurs mois, il mène une campagne contre Shein, Temu et quelques autres, dénonçant la qualité des produits, et même – pourquoi se gêner – l'exploitation subie par les ouvriers chinois.

Il y a un côté dérisoire dans cette envolée d'indignation démagogique et surtout d'une grande hypocrisie de la part de ceux qui assoient leur fortune sur la vente d'armes ou de produits importés à bas coût grâce à la surexploitation des travailleurs de Chine, du Vietnam ou du Bangladesh, bien souvent des adolescent·es voire des enfants ou qui, ici, surexploitent les migrant·es. Une indignation intéressée qui vise à justifier les mesures protectionnistes.

La montée des protectionnismes sous la pression de la guerre commerciale conduit à la faillite

Cette indignation bien hypocrite vise à flatter l'opinion pour tenter de défendre le capital national de la concurrence asiatique. En voulant pour cela instaurer une politique protectionniste plus agressive à l'image de celle menée par les USA, le gouvernement et l'Europe ont des prétentions au-dessus de leur force. Cette politique conduit à une régression généralisée dans une économie-monde où la production est désormais internationalisée et interdépendante. Le protectionnisme est une politique démagogique qui, si elle peut à court terme profiter aux plus puissants, se retourne inévitablement contre les travailleur·es.

Depuis des années, la mondialisation capitaliste a conduit à l'inondation des marchés par des produits à bas coût, distribués par de grandes plateformes de commerce en ligne. Les patrons de Shein et du BHV ont eu beau jeu de le rappeler, en arguant de leur droit de participer à la concurrence généralisée avec les mêmes armes que les autres.

Il n'y a pas de retour en arrière possible, par contre il y a une fuite en avant dans l'exacerbation de la concurrence par une guerre commerciale mondialisée dont Trump a pris l'initiative qui conduit à une récession mondiale et à des tensions internationales incontrôlables. Le développement du protectionnisme vise aussi à relocaliser des activités économiques indispensables en vue d'une guerre.

Certains capitalistes, protégés par l'État, y trouveront les moyens d'accroître leurs profits et leur puissance au prix de la ruine des plus faibles, d'une surexploitation du prolétariat y compris des USA ou des pays les plus riches, au prix du pire, la mondialisation de la guerre, la menace nucléaire, une catastrophe sociale et écologique.

Déjà, l'inflation se combine avec la stagnation de l'économie et les mécanismes engagés par la guerre commerciale vont aggraver les choses, la guerre pour les métaux fait rage, les spéculations sur l'IA engloutissent des masses inimaginables de capitaux qui ne trouveront pas les profits qu'ils cherchent, les politiques d'austérité et antisociales qui visent à alimenter la machine à profit limitent la

consommation et ruinent les services publics, les capitalistes mènent la société dans le mur.

« La production du capitalisme engendre, tel une loi de la nature inexorable, sa propre négation » Karl Marx, *Le Capital* - Livre premier

Les décideurs des COPs prétendent qu'ils travaillent au service de « la planète » et de l'humanité, mais en réalité leur action consiste en la défense du système économique capitaliste, et donc en la préservation des profits des possédants et des exploités. Pas plus que l'ONU ou d'autres organismes supra-nationaux, les COPs ne constituent en aucune manière une sorte de « gouvernement mondial » sans lequel la transition écologique est un mirage, un slogan. Il ne peut y avoir d'autre transition écologique que socialiste.

De par sa position dans la société, seul le prolétariat aurait la possibilité de réorganiser la production et les échanges en fonction des besoins humains dans le respect des équilibres écologiques. Il est illusoire de penser que l'humanité va « s'adapter progressivement » à la catastrophe climatique en route et le mouvement ouvrier a à se convaincre qu'il a besoin de se donner les moyens d'enrayer cette course folle vers l'abîme, de définir les mesures transitoires pour en finir avec une économie dominée par les multinationales, la concurrence et le profit, la guerre économique, le protectionnisme et le nationalisme.

A travers la crise écologique et ses mille manifestations s'expriment les limites absolues atteintes par le capitalisme qui marche vers son propre effondrement à travers lequel le prolétariat sera conduit à prendre la direction de la société pour réorganiser la production et les échanges.

A l'heure des nouvelles technologies et de l'IA, un tel système fondé sur la propriété capitaliste et l'État national est absurde, ses dirigeants ne maîtrisent plus rien, aveuglés par leur panique devant une évolution sociale et technologique incompatible avec leur domination. Les bouleversements en cours exigent une révolution sociale pour construire un nouvel ordre économique rationnel sous le contrôle des producteurs. Alors, les nouvelles technologies, l'IA, au lieu de gaspiller des quantités considérables d'énergie et de travail humain pour administrer les hommes et l'exploitation du travail, nourrie de données s'appuyant sur le marxisme, l'écologie, la science en général pourraient devenir un instrument de socialisation mondialisée accélérée.

Cela ne sera possible que dans le cadre d'un plan de réorganisation de la production élaboré par la population elle-même, par celles et ceux qui en sont les acteurs et actrices détenant le pouvoir pour décider ce qu'il faut produire, comment et à quelles conditions pour en finir avec le productivisme destructeur de la propriété privée capitaliste, l'exploitation des femmes et des hommes pour les réconcilier avec la nature en reprenant la maîtrise de leur vie à travers une planification scientifique et démocratique.

Yvan Lemaitre